

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE
N°2022-02**

DECISION DU 07 JANVIER 2022 PORTANT DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION OCCITANIE POUR LA REALISATION DE L'ETUDE STRATEGIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA VALORISATION DU BOURG-CENTRE DE SAINT HILAIRE DE BRETHMAS

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et suivants,
Vu la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020 portant délégation d'attribution du conseil municipal au Maire, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 08 juillet 2020,
Considérant la pré-candidature au dispositif Bourg-Centre Occitanie déposée par la commune en 2020,

Considérant l'offre d'accompagnement de la commune par l'agence d'urbanisme Nîmes-Alès A'U pour un montant de 11 160€

Considérant le plan de financement prévisionnel ci-dessous,

Charges		Produits		
63. Frais d'études	11 160,00	Région Occitanie	Subvention sollicitée (50%)	5 580,00
		Commune de Saint Hilaire de Brethmas	Autofinancement	5 580,00
Total charges	11 160,00	Total produits		11 160,00

Considérant que conformément à la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020, le Maire est chargé par le conseil municipal de « demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions pour tout projet d'investissement ou de fonctionnement porté par la commune, sans limite de montant engagé ou sollicité »

Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,

DECIDE

- **DE SOLLICITER** l'aide de la région Occitanie pour le financement de l'étude stratégique pour le développement et la valorisation du bourg-centre de Saint Hilaire de Brethmas selon le plan de financement prévisionnel ci-dessus.

A Saint Hilaire de Brethmas,

Le 07 janvier 2022

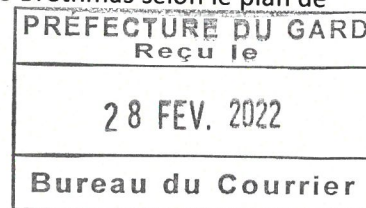
Pour le Maire empêché

l'Adjoint Délégué
Remy OFFREDI



Le Maire,

Jean-Michel PERRET



Le Maire :

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr.